

*Association pour l'Hébergement, l'Accueil et  
la Réinsertion en Provence*

*375 Rue Pierre SEGHERS*

*84000 AVIGNON*

*Association Loi 1901*

*Enregistrée à la Préfecture de Vaucluse sous le numéro 3100*

***RAPPORTS***  
***DU COMMISSAIRE AUX COMPTES***  
***SUR LES COMPTES ANNUELS***

***Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire  
du 3 juin 2025***

***Statuant sur les comptes de l'exercice clos  
le 31 Décembre 2024***

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE**

## **AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire  
du 3 juin 2025*

A Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association pour l'Hébergement, l'Accueil et la Réinsertion en Provence à Avignon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous précisons que les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport moral et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral de votre Présidence et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Avignon,  
le 2 juin 2025*

*Le commissaire aux comptes  
La Sté AXE EXPERTISE  
Patrice PICQUART*



**RAPPORT SPECIAL**  
**du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**  
**Exercice clos le 31.12.2024**

*Mesdames, Messieurs,*

*En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.*

*Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.*

*Fait à Avignon,  
le 2 juin 2025*

*Le commissaire aux comptes*  
**La Sté AXE EXPERTISE**  
**Patrice PICQUART**



## Bilan Actif Passif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développem				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assim				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avanc				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains	59 607		59 607	41 595
Constructions	749 608	160 752	588 856	453 676
Installations techniques, matériel et				
Autres immobilisations corporelles	1 710 547	982 309	728 239	588 141
Immob. en cours / Avances et acom				7 385
Biens reçus par legs / donations des				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts	134 954		134 954	124 681
Autres immobilisations financières	54 946		54 946	49 401
<b>Total I</b>	<b>2 709 661</b>	<b>1 143 061</b>	<b>1 566 601</b>	<b>1 264 878</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur co	16 150		16 150	2 179
Créances				
Usagers et comptes rattachés	29 196		29 196	207 190
Créances reçues par leg ou donation				
Autres créances	48 935		48 935	454 481
Divers				
Valeurs mobilières de placement	1 255 509	10 363	1 245 146	880 701
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	485 345		485 345	629 998
Charges constatées d'avance	43 102		43 102	43 721
<b>Total II</b>	<b>1 878 237</b>	<b>10 363</b>	<b>1 867 874</b>	<b>2 218 269</b>
Charges à répartir sur plusieurs exer				
Prime de remboursement des obligat				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>4 587 898</b>	<b>1 153 424</b>	<b>3 434 474</b>	<b>3 483 147</b>

Sté AXE  
EXPERTISE  
C.A.C.

## Bilan Actif Passif

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>695 197</b>	<b>695 197</b>
Première situation nette établie	695 197	695 197
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>-3 060</b>	<b>121 722</b>
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	-3 060	121 722
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>656 189</b>	<b>651 814</b>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	656 189	651 814
Autres réserves		
Report à nouveau	277 007	299 448
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-161 462</b>	<b>-142 847</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 463 872</b>	<b>1 625 333</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	20 480	24 936
Provisions réglementées	872 031	872 031
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>2 356 382</b>	<b>2 522 300</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	3 350	3 350
<b>Total II</b>	<b>3 350</b>	<b>3 350</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	45 450	55 632
<b>Total III</b>	<b>45 450</b>	<b>55 632</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	44 106	43 389
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 084	4 480
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	166 276	162 047
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	538 300	640 737
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	150 033	665
Autres dettes	129 493	50 547
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>1 029 292</b>	<b>901 865</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 434 474</b>	<b>3 483 147</b>



## Compte de Résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Ventes de marchandises		
Production vendue	448 764	433 858
Production stockée		
Production immobilisée		
Dotations et Produits de Tarifications	4 976 178	5 287 939
Subventions d'exploitation	11 000	41 000
Reprises et Transferts de charge	45 193	69 867
Cotisations	200	180
Autres produits	962	4 981
Produits d'exploitation	5 482 298	5 837 824
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières		
Variation de stock de matières premières		
Autres achats non stockés et charges externes	2 210 610	2 173 606
Impôts et taxes	322 786	326 677
Salaires et Traitements	2 008 661	2 259 100
Charges sociales	925 111	1 046 319
Amortissements et provisions	166 436	168 445
Autres charges	40 795	32 543
Charges d'exploitation	5 674 399	6 006 690
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-192 101</b>	<b>-168 866</b>
Opérations faites en commun		
Produits financiers	40 758	41 878
Charges financières	10 363	17 234
Résultat financier	30 394	24 644
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-161 707</b>	<b>-144 221</b>
Produits exceptionnels	8 152	5 185
Charges exceptionnelles	5 022	4 523
Résultat exceptionnel	3 130	662
Impôts sur les bénéfices	2 885	1 938
Report des ressources non utilisées		2 650
Engagements à réaliser		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-161 462</b>	<b>-142 847</b>
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature	12 876	13 654
Total des produits	12 876	13 654
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole	12 876	13 654
Total des charges	12 876	13 654

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de de 3 434 474.27 euros ; le compte de résultat affiche un total des **produits 5 547 058.70 Euros** et un total des **charges de 5 708 520.43 euros**, faisant ressortir un déficit de **161 461.73 euros**.

L'exercice considéré débute de 1<sup>er</sup> janvier 2024 et se termine de 31 décembre 2024.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- . Continuité de l'exploitation
  - . Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
  - . Indépendance des exercices
2. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par la référence à la méthode dite des coûts historiques.
  3. La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.
  4. Il a été fait application des dispositions particulières résultant :
    - de l'instruction budgétaire et comptable applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux (M22).
    - du plan de comptes du secteur non lucratif défini par l'ANC
  5. Il a également été tenu compte des contraintes imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs des prestations et notamment en ce qui concerne la reprise de résultats N-2 :
  6. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

L'association s'est mise en conformité avec les nouvelles règles comptables, applicables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (règlement CRC 2002-10 & 2004-06).

Toutefois, ce changement de méthode comptable n'a généré aucun impact sur les comptes que ce soit au niveau des capitaux propres ou au niveau du compte de résultat.

- 
7. Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.  
Les créances clients ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.
  8. Les disponibilités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
  9. Changement de méthode comptable : néant

## **AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS**

### **RELATIFS A L'EXERCICE**

**CLOS LE 31/12/2024**

#### **Informations générales**

- **Indemnités de fin de carrière :**

Dans le cadre de notre contrat « Indemnités de fin de carrière » souscrit auprès du Groupe Malakoff-Médéric pour financer les indemnités de retraite des salariés, nous versons chaque année 2% du salaire brut pour tout le personnel en CDI, au 31/12/2024, le montant des sommes disponibles s'élève à 322 997 euros.

S'il est retenu 64 ans comme âge de départ à la retraite pour les salariés de l'association, la somme actualisée des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2024 à 1 257 937 euros.

La prise en compte pour ces salariés de la probabilité d'atteindre l'âge de la retraite au sein de l'association réduit ce montant à 373 213 euros.

- **Fonds dédiés**

Au 31/12/2024 le compte « 1942- fonds dédiés sur subvention » présente un solde de 3350 euros.

- **Valorisation du bénévolat**

Le bénévolat valorisé en 2024 correspond aux temps passés par les administrateurs soit 361 heures.

Le taux horaire retenu est celui afférent à une rémunération mensuelle égale au plafond de la sécurité sociale majoré de 40 % au titre des charges sociales soit 35.67 euros de l'heure.



## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Exercice clos le 31/12/2024

Immobilisations	Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2024
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
FRAIS d'ETABLISSEMENT				
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES				
<b>TOTAL INCORP.</b>	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
TERAINS	41 595,00	18 012,00		59 607,00
BATIMENTS	587 491,24	162 116,66		749 607,90
AG.&AMENAG. CONSTRUCTIONS	-			-
AG.&AMENAG. DIVERS	197 480,11	152 008,83	1 620,00	347 868,94
MATERIEL DE TRANSPORT	328 574,22	35 626,56	-	364 200,78
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	247 437,11	9 644,68	357,37	256 724,42
MOBILIER	647 185,72	85 205,12	6 364,82	726 026,02
JEUX-JOUETS	2 386,99			2 386,99
AUTRES	10 965,38	2 374,55	-	13 339,93
IMMOB. EN COURS	7 384,58		7 384,58	-
<b>TOTAL CORP.</b>	<b>2 070 500,35</b>	<b>464 988,40</b>	<b>15 726,77</b>	<b>2 519 761,98</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
TITRES PARTICIPATIFS	-			-
AUTRES TITRES IMMOBILISES	-			-
PRETS	124 680,54	10 273,20		134 953,74
AUTRES IMMOB. FINANCIERES	49 400,82	7 087,61	1 542,82	54 945,61
<b>TOTAL FINANC.</b>	<b>174 081,36</b>	<b>17 360,81</b>	<b>1 542,82</b>	<b>189 899,35</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 244 581,71</b>	<b>482 349,21</b>	<b>17 269,59</b>	<b>2 709 661,33</b>

**AHARP**

**TABLEAU DES AMORTISSEMENTS**

**Exercice clos le 31/12/2024**

Immobilisations	Cumul au 01/01/2023	Augmentation	Diminution	Cumul au 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
FRAIS d'ETABLISSEMENT				
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES				
<b>TOTAL INCORP.</b>	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
BATIMENTS	133 815,12	26 937,00		160 752,12
AG.&AMENAG. CONSTRUCTIONS	-			-
AG.&AMENAG. DIVERS	47 266,56	22 250,35	106,20	69 410,71
MATERIEL DE TRANSPORT	187 990,23	44 372,22		232 362,45
MATERIEL DE BUREAU	158 100,98	27 594,00		185 694,98
MOBILIER	445 831,03	43 861,03	2 972,95	486 719,11
JEUX & JOUETS	1 839,66	60,00		1 899,66
AUTRES	4 860,48	1 361,16		6 221,64
	-			-
<b>TOTAL CORP.</b>	<b>979 704,06</b>	<b>166 435,76</b>	<b>3 079,15</b>	<b>1 143 060,67</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>	<b>979 704,06</b>	<b>166 435,76</b>	<b>3 079,15</b>	<b>1 143 060,67</b>

Sté AXE  
EXPERTIS  
C.A.C.

**ANNEXE 3**

AHARP

## TABLEAU DES PROVISIONS ET RESERVES

Exercice clos le 31/12/2024

NATURE DES PROVISIONS ET RESERVES	MONTANT 01/01/2024	DOTATION 2 024	REPRISE 2 024	MONTANT 31/12/2024
<b>RESERVES</b>				
STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES				
<u>RESERVES REGLEMENTEES</u>				
. INVESTISSEMENT	264 416,58			264 416,58
. TRESORERIE	181 041,62	4 375,24		185 416,86
. COMPENSATION DEFICITS	206 355,80			206 355,80
<b>TOTAL I</b>	<b>651 814,00</b>	<b>4 375,24</b>	<b>-</b>	<b>656 189,24</b>
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
RESERVE DE TRESORERIE				
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				
DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'ACTIF	872 030,91			872 030,91
FONDS DEDIES	3 350,00			3 350,00
<b>TOTAL II</b>	<b>875 380,91</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>875 380,91</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
PROVISIONS POUR LITIGES	-			-
PROVISIONS POUR AMENDES ET PENALITES	-			-
PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	-			-
Autres PROVISIONS pour RISQUES et CHARGES	-			-
PROVISIONS POUR PENSIONS ET RETRAITES	-			-
AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES	55 632,00		10 182,00	45 450,00
<b>TOTAL III</b>	<b>55 632,00</b>	<b>-</b>	<b>10 182,00</b>	<b>45 450,00</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
SUR IMMOBILISATIONS :	-			-
. Corporelles	-			-
. Financières	-			-
SUR STOCKS ET EN COURS				
SUR COMPTES CLIENTS				
AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	17 233,89	10 363,33	17 233,89	10 363,33
<b>TOTAL IV</b>	<b>17 233,89</b>	<b>10 363,33</b>	<b>17 233,89</b>	<b>10 363,33</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)</b>	<b>1 600 060,80</b>	<b>14 738,57</b>	<b>27 415,89</b>	<b>1 587 383,48</b>

Sté AXE  
EXPERTISE

C.A.C.

ANNEXE 4



## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Exercice clos le 31/12/2024

CREANCES	MONTANT BRUT	Montant de liquidité DE L'ACTIF	
		1 an au plus	plus d'un an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>			
CREANCES RATTACHEES à des PARTIC°			
PRETS	134 953,74		134 953,74
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	54 945,61		54 945,61
<b>TOTAL</b>	<b>189 899,35</b>	<b>-</b>	<b>189 899,35</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
AVANCES ET ACOMPTES FRS	16 149,96	16 149,96	
CREANCES USAGERS et COMPTES RATTACHES	29 196,41	29 196,41	
AUTRES CREANCES USAGERS	3 758,80	3 758,80	
PERSONNELS et COMPTES RATTACHES	5 958,80	5 958,80	
SECURITE SOCIALE et ORGAN.SOCIAUX	4 764,76	4 764,76	
ETAT & COLLECTIVITES PUBLIQUES	-		
SOMMES CONSIGNEES SUR LITIGE			
AUTRES dont PRODUITS A RECEVOIR	34 452,81	34 452,81	
CHARGES CONSTATEES AVANCE	43 101,81	43 101,81	-
<b>TOTAL</b>	<b>137 383,35</b>	<b>137 383,35</b>	<b>-</b>

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE	
		1 an au plus	plus d'un an
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	-	-	-
EMPRUNTS et DETTES ETS DE CREDITS	-	-	-
EMPRUNTS et DETTES FINANCIERES DIVERSES	44 106,49	44 002,09	104,40
USAGERS CREDITEURS	1 083,58	1 083,58	
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	166 276,03	166 276,03	
DETTES FISCALES ET SOCIALES (1)	538 299,63	538 299,63	
DETTES S/IMMOB.et COMPTES RATTACHES	150 033,13	150 033,13	
AUTRES DETTES	129 493,20	129 493,20	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 029 292,06</b>	<b>1 029 187,66</b>	<b>104,40</b>

(1) dont provisions congés payés

Sté AXE  
EXPERTISE  
C.A.C.

## VARIATION de la SITUATION NETTE au 31/12/2024

	BILAN Début Exercice 01/01/2024	VARIATIONS Affectation Résultat N-1	Autres variations	BILAN Fin d'exercice 31/12/2024
102100 Fonds associatifs SS droit de reprise	695 196,75			695 196,75
106852 Excédent affecté à l'investissement	264 416,58			264 416,58
106855 Excédent affecté à couverture BFR	181 041,62		4 375,24	185 416,86
106856 Excédent affecté à la compensation déficit	206 355,80			206 355,80
106860 Excédent affecté compensation déficits	-			-
110000 Report à nouveau	973 078,65	5 032,80	16 972,66	995 084,11
114000 Dépenses refusées par le tarificateur			- 34 241,00	- 34 241,00
115100 Excédent mesures exploitations non reconduites	7 013,85			7 013,85
115120 Résultat 2020 sous contrôle	-			-
115122 Résultat 2022 sous contrôle	16 534,78		- 16 534,78	-
115123 Résultat 2023 sous contrôle	98 173,71	- 133 817,56	34 806,18	- 837,67
115124 Résultat 2024 sous contrôle			- 9 235,87	- 9 235,87
116200 Dépenses pour congés payés	- 115 400,05		3 857,57	- 111 542,48
119000 Report à nouveau déficit	- 558 230,92	- 14 062,66		- 572 293,58
148610 Prov. Règlem.Plus values actif im	872 030,61			872 030,61
<b>TOTAL :</b>	<b>2 640 211,38</b>	<b>- 142 847,42</b>	<b>-</b>	<b>2 497 363,96</b>

Situation Total Affecté Total Autres Situation N  
Nette N-1 Variations Avant Résultat N

	BILAN Début Exercice 01/01/2024	Augmentation	Diminution	BILAN Fin d'exercice 31/12/2024
131100 Subv, invest -	25 212,00			25 212,00
139100 Subv, invest -Communes	- 276,44		4 455,58	- 4 732,02
<b>TOTAL :</b>	<b>24 935,56</b>	<b>-</b>	<b>4 455,58</b>	<b>20 479,98</b>